



Face au mépris et à l'austérité, une rentrée combative

Les travailleurs et travailleuses que nos organisations représentent sont en colère. **La multiplication des mobilisations sous diverses formes qui s'expriment à travers les mobilisations citoyennes à compter du 10 septembre le confirme.** Personne ne peut méconnaître le mécontentement et la fatigue de la population.

Les pistes de budget présentées le 15 juillet par le premier Ministre ont été immédiatement et unanimement condamnées par nos organisations. **Le Gouvernement a choisi encore une fois de faire payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les retraité·es, les malades et la jeunesse:** la suppression de deux jours fériés, des coupes dans les services publics, la remise en cause du droit du travail, une énième réforme de l'assurance chômage, le gel des prestations sociales et celui des salaires des fonctionnaires comme des contractuel·les, la désindexation des pensions de retraites, le doublement des franchises médicales, le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois à partir de 2027... Autant de mesures aussi brutales que profondément injustes tout en augmentant le budget de l'armée. **Ce qui creuse la dette, ce sont aussi les baisses d'impôts pour les riches et les 211 Mds d'aides publiques captées par les plus grandes entreprises !**

Ensemble, nous alertons solennellement sur ce contexte et la situation de notre pays. Depuis le passage en force du Président de la République sur la réforme des retraites notre pays s'enfonce dans une profonde crise sociale et démocratique.

Plutôt que de modifier son projet de budget afin de répondre à la situation inédite du déficit, le premier Ministre a décidé d'une stratégie de diversion en se soumettant à un vote de confiance le 8 septembre. Pour nos organisations, la construction d'un tout autre budget porteur d'espoir, de justice sociale et de justice fiscale est impérative.

Aujourd'hui, nos organisations partagent l'opposition aux politiques gouvernementales à l'origine des mobilisations du 10 et appellent à la journée nationale de mobilisation interprofessionnelle et unitaire le 18 septembre 2025 en grève et en manifestation (Grenoble départ gare 10h).

Nous voulons :

- des moyens budgétaires à la hauteur des besoins de l'éducation nationale ;
- le maintien, voire augmentation du nombre de poste ; le statut de catégorie B pour les AESH
- des investissements immédiats dans le bâti scolaire ;
- une formation initiale et continue répondant aux évolutions et aux besoins des personnels
- des augmentations des salaires des contractuel·les et un dégel du point d'indice et des pensions ;
- une protection sociale de haut niveau et l'abandon de la retraite à 64 ans.

Dans la foulée de la mobilisation citoyenne du 10 septembre, une AG éducation sera organisée le 11 septembre à 18h dans la salle Le Ciel (2 rue du Général Marchand).